

Togo : les deux ruptures de la coopération (1993 et 1998)

Kodjo Koffi *

L'histoire toute récente du Togo présente une originalité : en cinq ans, sont intervenues deux ruptures successives des coopérations internationales que ce pays avait nouées pour son développement avec les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Union européenne et surtout la France. Ces décisions ont été prises par les donateurs en représailles contre certains manquements du pouvoir togolais aux critères de la démocratie tels que les puissances occidentales les définissent, alors que les formes constitutionnelles d'une nouvelle République étaient à peu près mises en place, et ceci après des décennies d'un régime plus qu'autoritaire qui, lui, n'avait jamais suscité de semblables marques de désapprobation.

Ces événements posent deux questions. Tout d'abord, la position des Occidentaux était-elle fondée ? Précisons : les Togolais ont-ils effectivement subi des événements politiques allant incontestablement à l'encontre de leur volonté majoritaire (dont l'expression – quelles qu'en soient les formes concrètes – est le fondement réel et non simplement formaliste du principe de la démocratie) ? D'autre part, ces ruptures de la coopération ont-elles atteint leur but : obliger le pouvoir togolais à plier en lui infligeant une perte insupportable ?

Pour répondre à ces deux questions, il faut d'abord retracer les contextes – très différents l'un de l'autre – dans lesquels sont survenues ces deux ruptures, c'est-à-dire remonter le fil d'une décennie d'histoire politique togolaise.

* Politologue.

(1) Voir en particulier: Comi Toulabor, *Le Togo sous Eyadéma*, Karthala, Paris, 1986, et Jean de Menthon, *A la rencontre du Togo*, L'Harmattan, Paris, 1992.

Essor et échec de la revendication démocratique au Togo

A l'extrême fin des années 1980, la dictature du général Gnassingbé Eyadéma s'était quelque peu adoucie par rapport aux excès de la période proprement totalitaire des années 1974-1982 (1). Son échec économique restait encore discret par rapport aux désastres qu'avaient vécus les pays voisins. Mais, en 1990, la contagion du Bénin mitoyen devenu démocratique et les encouragements que l'on avait cru entendre au « discours de La Baule » avaient rendu de plus en plus insoutenable l'immobilisme du régime. C'est dans un ciel qui n'était serein qu'en apparence qu'éclatèrent, le 5 octobre 1990, puis fin novembre, puis

Afrique
contemporaine
N° 189
1^{er} trimestre 1999

faits et documents

63

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: 6 * 18862 Ex: 1

Fonds Documentaire ORSTOM



010018862

à la mi-mars 1991, des manifestations de mécontentement de plus en plus ouvertes et audacieuses, de plus en plus généralisées. Visiblement prises au dépourvu, les autorités ne surent que lâcher hâtivement du lest au coup par coup, après l'échec des tentatives de répression brutale. En juin 1991, une semaine de grève générale et de manifestations de rue arracha au chef de l'Etat une Conférence nationale dotée des pleins pouvoirs (juillet-août), qui bénéficiait du soutien très actif des ambassadeurs occidentaux (France, Allemagne, Etats-Unis et Communauté européenne). La Conférence s'acheva par l'élection d'un Premier ministre et d'un gouvernement démocrates, ne laissant apparemment au président de la République que des fonctions honorifiques. Mais, de fait, celui-ci gardait le contrôle de son armée, qu'il avait développée avec le plus grand soin (et méthodiquement « ethnicisée ») pendant un règne de deux décennies et demie.

Avec cette force puissante et disciplinée à sa disposition, le général Eyadéma avait en main l'essentiel du pouvoir, c'est-à-dire le pouvoir de tuer impunément. Il entreprit de reconquérir méthodiquement son autorité perdue en déstabilisant peu à peu le gouvernement de ses adversaires. A partir d'octobre, une série de soulèvements « spontanés » des militaires (siège puis assaut à coups de canon du palais du Premier ministre le 3 décembre 1991, nombreux attentats contre les leaders démocrates, destruction du matériel électoral, passage à tabac des députés du Haut Conseil de la République...) et de troubles ethniques attisés ou provoqués dans l'intérieur du pays rendirent impossibles les élections qui auraient dû avoir lieu au plus tard un an après la fin de la Conférence nationale (donc en août 1992). Les démo-

crates furent bien obligés de composer, d'accepter des gouvernements d'union nationale successifs, où le président reprenait à chaque fois plus de poids. Il devint évident aux yeux de tous qu'il n'accepterait la tenue d'élections qu'à ses propres conditions, c'est-à-dire suffisamment contrôlées pour qu'il soit sûr de les gagner. L'exaspération et le désespoir de la population étaient tels que celle-ci se lança, à la mi-novembre 1992, dans l'aventure d'une grève générale illimitée, d'une ampleur impressionnante et dont nul ne pouvait alors prévoir l'issue.

En fait, le camp présidentiel pouvait se contenter d'attendre que la population s'épuise – ce qui prendra plus de six mois. Il préféra cependant jouer de la force pour essayer de rétablir son pouvoir au plus vite. La France et l'Allemagne avaient tenté une médiation conjointe ; le 25 janvier 1993, leurs deux ministres de la Coopération se rendirent à Lomé. La RFA – dont on sait le grand poids symbolique dans l'histoire du Togo – avait depuis longtemps pris une position claire : elle avait rompu sa coopération (2), comme elle l'avait annoncé, dès les premiers coups de feu de l'assaut contre le siège de la Primature, fin 1991, et elle avait su le faire largement savoir à l'opinion publique. Cela lui avait valu de recueillir immédiatement tout le capital de sympathie des démocrates, alors que des manifestants étaient venus conspuer l'ambassade de France, soupçonnée de collusion avec le dictateur. Effectivement, le jeune et brillant ambassadeur Bruno Delhay, qui avait pourtant joué un rôle décisif dans l'acceptation par le général Eyadéma de la Conférence nationale, s'en tenait maintenant – sans doute sous l'effet d'instructions contradictoires de Paris (3) – à l'appel incantatoire au

(2) De l'ordre d'un milliard de francs CFA à l'époque (20 millions de francs français), contre environ 10 milliards venant de l'aide française (y compris les salaires des coopérants). Par comparaison, l'apport des Américains représentait peu de choses.

(3) Il faudra un jour analyser quel a été le rôle exact de Jean-Christophe Mitterrand, conseiller du président français et familier du président togolais, après en avoir été – du temps qu'il représentait l'Agence France-Presse au Togo – un critique lucide et courageux du régime Eyadéma.

« dialogue », comme si le rapport des forces permettait celui-ci (4). C'était signifier par avance la passivité de la France devant les coups de force successifs de la Présidence (5).

Pour accueillir les deux ministres, qu'elle croyait les messagers de sa délivrance, la foule se pressa au centre-ville pour les fêter, le front ceint d'un tissu blanc en signe de joie et de paix. L'armée ouvrit le feu à la mitrailleuse à bout portant (6). Les deux Européens, tout frémissants d'indignation, se rendirent à l'hôpital pour saluer les victimes qui avaient pu s'y rendre, et reprirent l'avion. A son retour à Paris, le ministre de la Coopération Marcel Debarge déclara pourtant aux journalistes (7) qu'il fallait continuer à espérer dans la négociation. Habitué à ne redouter aucune sanction extérieure, le pouvoir togolais ne s'est pas gêné pour lâcher ses troupes de choc, cinq jours plus tard, qui vinrent mitrailler méthodiquement les quartiers orientaux de la ville, provoquant un formidable exode (sans doute 300 000 à 400 000 personnes) vers le Bénin et le Ghana voisins. Malgré tout, la population ne céda pas, et la grève continuait. Un enfant français d'une dizaine d'années avait été tué à son balcon par une rafale (8), ce qui déclencha un retour massif en Europe des femmes et des enfants de la communauté expatriée, mais pas de réaction française officielle, pas plus qu'aux autres massacres.

Il fallut, pour que la France se décidât à manifester sa désapprobation, l'échec total des pourparlers

que Paris et Bonn – toujours de concert – avaient organisés à Colmar, le 8 février 1993, entre représentants de la mouvance présidentielle et leaders démocrates. L'obstination arrogante des premiers – sûrs que leur camp pourrait l'emporter par la force – à refuser toute concession et à réaffirmer sans cesse la « souveraineté du Togo » pour refuser les « ingérences extérieures » (9) provoqua enfin une réponse de la France : le 11 février, elle décida de punir le président Eyadéma en rompant sa coopération avec son pays.

La première rupture

Ordre fut donc donné aux coopérants de rentrer en France avant la fin mars : environ 110 cadres techniques et enseignants, et une quinzaine de chercheurs de l'ORSTOM (10), ainsi que les 50 officiers et sous-officiers affectés au sein de l'armée togolaise (11). Tous les programmes furent interrompus, hormis, à titre « humanitaire », la présence d'une dizaine de médecins dans les hôpitaux, qui restèrent jusqu'à la fin de leur contrat (12). Le Centre culturel français de Lomé fut fermé (il avait même été question de le démanteler complètement : résiliation de son loyer, dispersion de sa bibliothèque – la plus riche et la plus fréquentée de la ville – au profit de celles de Cotonou et d'Accra... Heureusement la sagesse prévalut : on se

**Afrique
contemporaine**

N° 189

1^{er} trimestre 1999

faits et documents

65

(4) Dans une libre opinion publiée par la presse indépendante (qui a toujours gardé son mordant), un Français de Lomé avançait cette formule qui résumait bien la situation : « C'est appeler au dialogue entre le loup et l'agneau, comme si l'on ne savait pas, depuis La Fontaine, comment ce genre d'histoire se finit. » (*La Tribune des démocrates*, décembre 1991.)

(5) Attitude qui ne lui épargna pas une bombe contre le mur de la Mission de coopération.

(6) Des camions militaires ayant ramassé tout de suite les corps qui jonchaient le sol, on ne saura combien il y eut de victimes que le jour où l'on pourra examiner les charniers.

(7) Information orale de l'un d'eux.

(8) Officiellement par « une balle perdue ». L'auteur a vu le tee-shirt ensanglanté qu'il portait : la rafale lui avait pris la poitrine en écharpe, les trous serrés montrant bien que le tir avait été posément ajusté.

(9) Cf. Jean Degli, *Togo, la tragédie africaine*, ENS, Paris, 1997, p. 188.

(10) Les salaires d'expatriation étant maintenus encore plusieurs mois. Rappelons que l'ORSTOM est devenu IRD (Institut de recherche pour le développement) le 5 novembre 1998.

(11) Officiellement, l'aide militaire était suspendue depuis octobre 1992, quand les soldats étaient allés rosser les députés du Haut Conseil de la République. Mais les officiers français étaient toujours là.

(12) Ainsi que les Volontaires du Progrès, qui avaient pourtant reçu eux aussi l'ordre de partir.

contenta de le mettre sous cocon). L'ORSTOM, qui jouissait de plus d'autonomie, put maintenir son centre en veilleuse, avec quelques chercheurs qui réussirent à continuer encore quelque temps leurs travaux, mais il dut fermer finalement au début de 1994, et n'a jamais rouvert depuis (13). Tous les financements furent arrêtés, y compris les projets « Campus » de l'Université : il fallut non seulement rendre l'argent non encore dépensé mais aussi restituer les équipements et les véhicules qui avaient été achetés sur ces crédits (14).

A Lomé, ce furent au moins 160 ménages de coopérants (15) – à haut pouvoir d'achat – qui quittèrent la ville en mars, résiliant le bail de leur maison et licenciant le personnel qu'ils employaient (en général toujours un boy-cuisinier, très souvent un gardien, fréquemment un jardinier ou une « nounou ») : 300 à 400 salaires (modestes mais réguliers) qui furent supprimés. Les partants revendirent voiture, climatiseur, téléviseur, etc. Il est intéressant de noter au passage qu'ils trouvèrent facilement acquéreurs, sans avoir à consentir de décotes sensibles. Ce sont là les mystères des économies parallèles : dans un pays où, depuis quatre mois, les salaires n'étaient plus versés, toutes les banques fermées, les entreprises en veilleuse, il y avait encore des millions de francs CFA qui circulaient en liquide, ce qui rendit aussi de grands services aux acheteurs, puisque les importations (notamment de véhicules neufs) restèrent bloquées encore plusieurs trimestres.

Quelles furent alors pour le Togo les effets de cette tardive réaction française ? Pour la population, on vient de signaler la perte d'emplois et d'injection d'argent que cela représentait. Le monde des élèves et étudiants regretta beaucoup la fermeture de la bibliothèque du Centre culturel : ce dernier rouvrit ses portes à l'automne 1994, mais, pour des raisons géographiques (16) bien plus que politiques, il n'a jamais retrouvé le rôle de phare culturel qu'il exerça si longtemps.

L'armée déplora certainement la cinquantaine de cadres français qui assuraient un bon nombre de rôles d'enseignement (17) et de fonctions techniques, y compris pendant qu'elle sortait de ses casernes pour intervenir dans la vie politique. L'aviation perdit beaucoup de sa capacité opérationnelle, mais ceci n'avait aucune importance car, d'une part, l'assèchement des ressources de l'Etat a rapidement cloué au sol cette arme extrêmement coûteuse et, d'autre part, celle-ci ne jouait aucun rôle dans la reconquête du pouvoir par son chef. Sans les Français, les forces armées togolaises ont gardé toute leur capacité de nuisance contre la population, toute leur aptitude à être le véritable fer de lance du régime. Et peut-être même le départ de témoins extérieurs a-t-il favorisé le sanglant règlement de compte interne du 25 mars 1993, qui a vu le meurtre de plusieurs officiers supérieurs (et de leurs enfants) dans des circonstances mal élucidées.

Quant à l'administration et à l'enseignement (en particulier universi-

(13) Son riche centre de documentation, toujours inaccessible aujourd'hui, est particulièrement regretté des scientifiques et étudiants togolais.

(14) Il semble que tout ce matériel fut laissé dans l'enceinte de la Mission de coopération, et y pourrit sans profit pour personne. Cette restitution était bien dans la lettre des contrats, mais les universitaires, très majoritairement démocrates, en gardent jusqu'à nos jours une compréhensible rancœur.

(15) Ils n'étaient qu'une poignée dans les villes de l'intérieur, mis à part plusieurs dizaines de familles de militaires à Kara et à Pya (cœur géographique et ethnique du pouvoir), où leur départ fut encore plus difficile à compenser économiquement.

(16) La croissance spatiale démesurée de la ville fait que les populations les plus aisées – les seules capables de rentabiliser une soirée de théâtre ou de musique – habitent désormais à grande distance du centre-ville, et hésitent à y revenir pour une soirée, d'autant plus qu'à l'époque des grèves et des couvre-feu (sans parler de l'insécurité, réelle ou fantasmée), on a acheté en masse magnétoscopes et paraboles pour capter les télévisions étrangères : autant d'incitations à rester chez soi. Restaurants et cinémas de qualité s'en plaignent amèrement.

(17) Mais le retrait de la coopération militaire française n'entraîna pas le renvoi prématuré des jeunes officiers togolais qui étaient alors en formation en France.

taire), les cadres français y étaient utiles, mais pas indispensables. On ne peut le savoir exactement, car leur départ passa complètement inaperçu dans l'immédiat, puisque la grève continuait, et que tout restait paralysé. La sanction contre le régime togolais resta donc essentiellement symbolique, et guère douloureuse pour son chef (18). Ce fut surtout la population qui en pâtit. Le fonctionnement de l'Etat en fut-il affecté ? Quand, d'avril à juin, le gouvernement – désormais totalement contrôlé par la Présidence – réussit à reprendre enfin les choses en main, et à obtenir par tous les moyens de pression possibles que les fonctionnaires revinssent à leur service, ceux-ci assurèrent leur présence, mais guère de travail effectif. Le moral était brisé : les salaires furent très longs à redevenir à peu près régulièrement versés ; les moyens de travail étaient – et sont de plus en plus – cruellement diminués. Le départ des coopérants français fut donc un geste d'une certaine portée morale : il fut largement inefficace dans la pratique, parce que la machine publique était stoppée d'elle-même, et que ce retrait ne pouvait en aucun cas y changer grand-chose... (19)

Un an et demi plus tard, le président Eyadéma ayant gagné par défaut (20) des élections que la France crut bon de considérer comme valides, la coopération fut officiellement rétablie en faveur du doyen des chefs d'Etat de l'Afrique francophone. Mais la grosse centaine de coopérants civils retirée en 1993 ne fut remplacée que par 15 nouveaux (chiffre qui monta par la suite à 25

ou 30, selon les moments), placés uniquement dans des fonctions très techniques (et certainement utiles, du moins ponctuellement), bien discrètes face à l'opinion publique (21). L'armée fut, comme on pouvait s'y attendre, nettement mieux lotie, puisqu'elle a récupéré les compétences d'une quarantaine d'officiers français.

Mais, de même que la rupture de la coopération n'avait guère eu d'influence, son retour n'a pas non plus bouleversé la situation togolaise. Tant que dure l'impasse politique, tout progrès est bloqué : les capitaux restent très prudents, le budget est exsangue, les fonctionnaires ne travaillent qu'un minimum, avec des moyens dérisoires. Malgré un certain redressement de l'économie et des finances publiques en 1996 et 1997, le Togo « normalisé » reste enfoncé dans la morosité. Politiquement, la France est également méprisée par les deux camps, qui se sont sentis à tour de rôle trahis.

Les élections de 1998 et la seconde rupture

En novembre 1998, la seconde rupture, bien plus discrète que la première, est intervenue dans un contexte tout à fait différent, non plus à la suite de troubles violents mais après des élections pluralistes qui avaient apparemment suivi le processus légal – apparemment seulement. En effet, le mandat du président

(18) D'autant moins que ce dernier attendait patiemment le retour aux affaires de la droite française (dont il reçut un représentant éminent en pleine grève générale). Pourtant, il n'avait guère eu à se plaindre du pouvoir de la gauche...

(19) C'est également la conclusion du rapport réalisé par le ministère de la Coopération : *Conséquences de la suspension de la coopération : évaluation à partir des cas du Togo, du Zaïre et d'Haïti*, collection « Évaluations », n° 29, Paris, 1996, 67 p.

(20) La quasi-unanimité des votants, mais ceux-ci, malgré les trucages évidents, représentaient à peine le tiers des électeurs inscrits. Lomé et le Sud ne lui avaient accordé que 5 % de leurs voix, chiffres que confirmèrent indiscutablement les élections législatives de mars 1994, malgré un charcutage des circonscriptions sur mesure. Mais ce très habile politique qu'est Eyadéma sut alors à merveille diviser et manipuler ses adversaires, et garder tout le pouvoir. Sur tout ceci, voir du même auteur : « Les élections au Togo : cinquante ans de passions politiques », *Afrique contemporaine*, n° 185, janvier-mars 1998, p. 35-52. On ne reprendra pas ici la bibliographie citée en annexe de ce document.

(21) Si celle-ci reproche toujours autant au gouvernement français d'être le plus ferme soutien du régime, elle accueille avec amitié ceux qui viennent l'aider concrètement et diminuer un peu son sentiment d'abandon.

Eyadéma, réélu en 1993 dans un contexte d'abstention massive de tout l'électorat qui échappait à sa mouvance, arrivait à échéance en août 1998. Complètement maître de l'appareil gouvernemental et des diverses instances constitutionnelles (Cour suprême, Haute Autorité de l'audiovisuel et de la communication, Commission électorale nationale, etc.), créées progressivement ces dernières années (22), le régime se savait en position de force. Il organisa la nouvelle élection présidentielle avec un peu d'avance, fin juin 1998.

La délégation de la Commission européenne au Togo (devenue le principal bailleur de fonds du pays) s'était beaucoup investie dans la préparation de cette élection, dont elle finança de nombreux aspects (23), en particulier la formation de 500 observateurs chargés de veiller à la bonne tenue des procédures électorales. De son côté, la Présidence, habituée de longue date aux services de conseillers français, dont M^{re} Vergez et le juriste Debbasch, fit appel à l'une des plus fameuses agences de communication parisiennes, Euro RSCG (24), qui mit à sa disposition son savoir-faire en marketing politique. On vit ainsi fleurir sur les murs de Lomé de splendides affiches multicolores (25), toutes ornées du portrait du président et de slogans riches de « Progrès », « Expé-

rience » ou « Avenir », et même d'un « Génération Eyadéma », copie conforme de campagnes déjà vues ailleurs...

Ce qui est frappant dans ces élections, c'est que, progressivement, les Togolais se sont pris au jeu : finalement, tout le monde y a cru. Le candidat Eyadéma a fait campagne, tenant même des meetings dans plusieurs villes, lui qui depuis des années ne sortait pratiquement plus de ses résidences forteresses de Lomé II et de Pya (26). Toutes les techniques d'une véritable campagne électorale furent mises en œuvre, y compris l'inusable méthode des inaugurations solennelles (comme la pose de la première pierre de sept futurs lycées, dont on ne sait quand arrivera la deuxième), avec bien sûr le déploiement massif des grandes orgues des médias d'Etat (27), la télévision nationale consacrant ainsi, au cours du mois précédant, neuf heures d'antenne à la Présidence et à son gouvernement et... une minute à l'opposition (28).

Du côté de la population, on avait pendant longtemps affecté d'ignorer ces élections, réputées pipées d'avance. Bien peu de jeunes, par exemple, s'étaient fait inscrire lors des révisions des listes électorales. Mais, finalement, après de longs débats internes, tous les partis politiques décidèrent de se lancer dans la bataille, et de présenter la candidature de leurs leaders,

(22) Par contre, le régime ne s'est pas lancé dans l'aventure d'élections municipales, car il est sûr de les perdre dans presque toutes les grandes villes. Les maires élus en 1987, à l'époque du parti unique, restent donc en place.

(23) Pour une somme de 1,2 milliard de francs CFA.

(24) Voir par exemple l'article de Florence Amalou dans *Le Monde* du 16 juin 1998 : « Le Togo fait appel à Euro RSCG pour sa campagne présidentielle ». Empruntons-lui ce passage : « Sur le terrain, RSCG a noyauté la télévision togolaise. L'agence a organisé un voyage de "formation" auquel ont participé des journalistes comme Jean-Luc Mano, ex-directeur de l'information de France 2, rémunéré pour l'occasion. Elle a aussi envoyé sa propre équipe : deux journalistes-cameramen et un monteur sont employés par un centre de formation français (CIFAP), mais dirigés et payés par RSCG. Transportés par des militaires dans deux véhicules tout terrain flambant neuf – propriété du gouvernement togolais –, les Français, à l'instar d'une rédaction parallèle, filment les images du journal télévisé. »

(25) Celles de l'opposition – peu nombreuses – semblaient à côté bien modestes et ternes. Les affiches présidentielles, qui avaient eu droit à des colles de la meilleure qualité, subsistent intactes sur tous les murs que protège une présence armée : commissariats de police, enceinte de la gendarmerie et des camps militaires, etc.

(26) Son village natal, en pays kabyè.

(27) Mais ceux-ci ne sont plus guère lus, écoutés ou regardés, durement concurrencés par la presse privée (au ton très agressif), les radios commerciales (surtout musicales) et les télévisions étrangères que l'on capte pour un coût raisonnable avec une antenne parabolique.

(28) Selon l'article du *Monde* cité plus haut, l'association Reporters sans frontières, chargée par l'Europe de « mesurer si les médias publics offrent un accès équitable aux candidats », obtint finalement une heure d'antenne pour les partis démocrates.

cette fois chacun pour soi (29), même s'ils s'affichaient moins comme des concurrents que comme une diversité d'options face à l'unique adversaire : la dictature en place. Se portèrent donc candidats les trois ténors de l'opposition : le très légaliste M^e Yaovi Agboyibor, grand vainqueur des élections législatives de 1994 et depuis lors chef de l'opposition parlementaire, le professeur Léopold Gnininvi, un scientifique respecté qui avait été co-organisateur de la Conférence nationale de 1991 et dont le parti (30) avait jusqu'ici toujours refusé de participer au jeu électoral, qu'il considérait comme disqualifié *a priori* par les trucages, enfin Gilchrist Olympio, le fils du premier président de la République du Togo assassiné en 1963 par son actuel successeur et qui poursuit ce dernier d'une vengeance toute shakespearienne. Se présenta aussi un homme politique du Nord, Zarifou Ayéva, issu de la puissante famille des chefs de Sokodé (31) ; à vrai dire, il s'agissait moins, pour ce proche de M^e Agboyibor, d'un espoir de victoire que d'une candidature de témoignage, destinée à montrer que le Nord du pays est loin d'être unanime derrière celui qui manipule systématiquement la fibre régionaliste. Ajoutons un dernier candidat, en fait sans aucune crédibilité et porté à bout de bras par la propagande officielle, Jacques Amouzou, qui avait déjà servi en 1993 à donner l'illusion que le général Eyadéma n'était pas candidat unique (32). Les deux anciens Premiers ministres de la parenthèse démocratique, Joseph Koffigoh et Edem Kodjo, conscients de leur profond discrédit, ne se sont pas présentés.

La campagne électorale battit donc son plein pendant plusieurs mois, avec force réunions, slogans, marches de soutien, distributions de tee-shirts à l'effigie des candidats, etc. : toute l'imagerie traditionnelle d'une vie démocratique. En particulier, les foules se pressaient quotidiennement au siège de la Présidence, où l'on distribua énormément d'argent, par brassées de billets, en échange d'acclamations enthousiastes à la gloire du chef de l'Etat. Mais il fallait ne rien connaître à l'histoire récente du Togo pour croire que les résultats permettraient d'en changer le pouvoir politique : seuls les naïfs peuvent imaginer que Gnassingbé Eyadéma cédera de son plein gré à des élections perdues.

Sûres de leur victoire (en particulier grâce au succès massif des marches de soutien vers le palais de Lomé II) (33), mais néanmoins prudentes, les autorités prirent cependant quelques précautions : les 500 observateurs formés aux frais de l'Union européenne furent récusés en bloc peu avant le jour du scrutin, comme *a priori* « partiaux » et, au moins à Lomé, on fit tout pour limiter l'accès aux urnes d'une population connue comme opposante : on refusa de nombreuses demandes de carte électorale, et beaucoup de bureaux de vote ne purent ouvrir qu'en fin de journée, alors que les gens faisaient la queue depuis le matin (34). Mais, selon une dépêche de l'Agence France-Presse, le scrutin s'est globalement déroulé « dans le calme et sans incident majeur ». Toutefois, dans certains quartiers, les urnes furent récupérées après le vote par des militaires, et des témoins affirment

(29) Rappelons qu'en 1993, les partis « radicaux » avaient refusé de participer, les « modérés » se regroupant derrière la candidature unique d'Edem Kodjo, qui se retira à la dernière minute, car il était certain aux yeux de tous qu'il serait assassiné aussitôt qu'élu.

(30) La Convention démocratique des peuples africains (CDPA).

(31) La seconde ville du Togo, de longue date hostile au régime, qui l'a toujours défavorisée au profit de sa voisine et rivale, Kara, la capitale-champignon du pays kabyè, bastion d'Eyadéma.

(32) Avec un autre homme de paille, ils avaient, à eux deux, réuni 3 % des voix. Amouzou avait été ensuite récompensé de sa docilité par la présidence de la CEET, la riche compagnie nationale d'électricité.

(33) Quand on demande aux gens pourquoi ils sont allés recevoir de l'argent à Lomé II, mais sans pour autant voter ensuite pour leur « bienfaiteur », ils répondent : « Mais c'est l'argent de l'Etat qu'il nous a distribué. Nous n'avons fait que récupérer ce qui est à nous. » Faut-il préciser que Lomé II est fort fâché de la « trahison » de ces brigades d'acclamation ? Les marches de soutien qui ont voulu revenir après les élections se sont fait recevoir à coups de crosse par les militaires de garde.

(34) Cf. par exemple *Libération* du 22 juin 1998.

que ceux-ci seraient allés en brûler le contenu (35) pour le remplacer par des bulletins leur convenant davantage.

Au soir du dimanche 21 juin, le dépouillement commença. A Lomé, où la répartition entre les cinq arrondissements électoraux est déséquilibrée jusqu'à l'absurde, ce fut bien sûr le 1^{er}, celui du centre-ville (18 000 inscrits, sur les 378 000 que compte la commune) qui fut terminé le premier. Résultat : sur près de 12 000 votants, Gnassingbé Eyadéma recueillait 5,8 % des suffrages, Gilchrist Olympio 87,3 % (mieux que son père à l'apogée de sa popularité). Puis arrivèrent les résultats du IV^e arrondissement, les quartiers sud-ouest de la ville : 21 000 votants, 6,6 % pour Eyadéma, 85,8 % pour Olympio... Que vouliez-vous que l'on fit ? Naturellement, on interrompit le dépouillement. Cela donna lieu à quelques épisodes pour le moins déroutants dans un scrutin démocratique : les urnes des autres arrondissements furent stockées à la mairie et leur ouverture interdite, les observateurs européens vinrent camper auprès d'elles pour tenter d'empêcher la fraude, les gendarmes les délogèrent par la force...

Dans le reste du pays, les scrutateurs des partis démocrates affirment qu'ils ont vu, dans la plupart des bureaux où ils avaient eu accès, des résultats équivalents, c'est-à-dire Olympio en tête à peu près partout, même, affirme l'opposition, dans la ville de Kara (36), même dans les camps militaires... Mais ces affirmations, qui circulent intensément, ne sont pas étayées par des preuves irréfutables.

Toujours est-il que, visiblement, le trouble gagna le camp présidentiel, qui ne pouvait pas se permettre de ne pas l'emporter dès le premier tour :

s'il y en avait un second, la coalition des opposants aurait inéluctablement la majorité. Le lendemain des élections, la Commission électorale nationale, présidée par Mme Awa Nana, une magistrate connue comme une fidèle du régime, se révéla incapable de publier des résultats, le ministère de l'Intérieur expliquant le retard des transmissions par « l'éloignement et les conditions atmosphériques ». La confusion continua à grandir, chaque camp criant victoire de son côté (37). Le mardi soir, Mme Nana et les quatre membres éyadémistes de la Commission électorale démissionnèrent, s'affirmant victimes de « pressions, d'intimidations et de menaces réelles » (mais non d'avantage précisées), ce qui mettait cette institution paritaire hors jeu. Une heure plus tard, le général Sèyi Mémène, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, annonçait que c'était désormais à lui qu'il revenait de « communiquer les résultats à la Cour constitutionnelle ». Peu après, il proclama le candidat Eyadéma élu par 52,13 % des voix. C'était là une innovation constitutionnelle remarquable : afficher des résultats électoraux avant d'en avoir fini le dépouillement... De fait, il fallut beaucoup de temps au ministère pour arriver à publier des chiffres globaux crédibles (38), tous ceux qui furent diffusés pendant les trois semaines suivantes aboutissant à des totaux qui tombaient toujours plus ou moins faux quand on les recalculait.

Naturellement, les opposants ont crié au trucage massif, mais sans pouvoir faire autre chose qu'exprimer une vertueuse réprobation, dont le régime n'a cure. Pour protester, la population fit, les 11 et 12 août, deux journées « Togo mort » (39), à quoi le régime riposta le samedi 15 par une mascarade

(35) En particulier dans les terrains vagues qui entourent le croisement des voies ferrées à Tokoin. Des bulletins incomplètement brûlés emportés par le vent auraient été retrouvés par les gens du quartier. L'auteur n'en a pas vu personnellement.

(36) Une synthèse – bien sûre officielle – sur 16 bureaux de cette ville donnait 60,7 % des voix à Olympio, 18,1 % à Eyadéma.

(37) Plus exactement, tous les candidats démocrates reconnurent immédiatement la victoire d'Olympio.

(38) Dans le numéro de *Togo-Presse* du 13 juillet. Le total des voix Eyadéma ne fait cependant plus que 52,08 %.

(39) A Lomé, la première journée fut très bien suivie, la seconde un peu moins dans le monde du secteur informel, exsangue depuis l'effondrement économique du pays.

de fusillade à la frontière, sous prétexte d'une « agression terroriste » – visiblement forgée de toutes pièces, mais qui fit tout de même deux ou trois morts par balles perdues, et permit aussi d'aller attaquer à la mitrailleuse lourde les domiciles de trois des plus proches collaborateurs d'Olympio, quitte à incendier des maisons voisines (40). La population, recrutée de souffrances depuis les troubles sanglants et la grève générale de 1992-1993, ne pouvait faire plus. Tous ses espoirs se portaient désormais vers une intervention internationale, qui, cette fois, eut lieu : après avoir pris le temps d'étudier le cas et de réfléchir longuement, l'Union européenne décida, fin novembre, de sanctionner le Togo pour ses atteintes aux formes raisonnables de la démocratie.

● La vérité des chiffres de l'élection présidentielle

Arrêtons-nous un instant sur les résultats officiels de l'élection du 21 juin. Quelles informations peut-on en tirer ? Ils annoncent 2 273 000 inscrits, 1 587 000 votants, dont 1 559 000 exprimés. Le général Eyadéma aurait recueilli 812 000 suffrages (33 000 de plus que la majorité absolue), Olympio 533 000 (34,2 %), Agboyibor 149 000 (9,6 %), Ayéva 3,0 %, Gnininvi 0,8 %, Amouzou 0,35 %. En répartition régionale, Eyadéma l'emporte au Nord (82,2 % dans les Savanes, 95,3 % dans la Kara, 78,0 % dans la Région Centrale) et perd dans le Sud (38,3 % dans les Plateaux, 11,1 % dans la Région Maritime moins la commune de Lomé, 38,0 % dans la capitale). Olympio obtient la

majorité absolue à Lomé (50,4 %, 8,4 % allant à Agboyibor) et dans la Région Maritime (67,3 %, 18,4 % pour Agboyibor, majoritaire dans son fief de Tabligbo), la majorité relative dans les Plateaux (46,2 %, avec 12,4 % pour Agboyibor) (41).

Quelle est la crédibilité que l'on peut accorder à ces chiffres ? Il est certain qu'il n'y a pas eu de trucages sensibles là où le président sortant n'a recueilli que 4,5 % des voix (Vo), 5,1 % (Lacs) ou 9,3 % (Zio, les trois préfectures les plus peuplées de la Région Maritime). Il est logique d'Agboyibor l'ait emporté chez lui, dans la préfecture du Yoto (73,0 %), où il a toujours gagné les élections. L'échec cuisant de Gnininvi (moins de 13 000 voix) signifie que son audience n'a pas mordu au-delà des cercles intellectuels qui le soutiennent avec enthousiasme. Il est nettement plus surprenant de voir Ayéva crédité de scores aussi faibles en pays kotokoli (41,7 % seulement dans le Tchaoudjo, 25,2 % dans l'Assoli), même si ces préfectures concentrent de fortes colonies d'immigrants kabyè. Au total, le jeu paraissait *a priori* très ouvert, mais, contrairement à ce que l'on aurait pu imaginer, les électeurs togolais ont voté « utile », en concentrant leurs suffrages sur seulement deux candidats : Olympio (533 000 voix) et Eyadéma (812 000).

Pour ce dernier, on peut faire une comparaison avec les voix qu'il avait recueillies lui-même à l'élection présidentielle d'août 1993 (690 000) et – pour neutraliser les effets du boycott de l'époque – par ses partisans du RPT (42) aux législatives de mars 1994 (575 000). Dans la majorité des préfectures, les résultats sont équivalents, à quelques milliers de voix près (au maximum 9 000 voix de plus dans l'Ogou et

**Afrique
contemporaine**
N° 189
1^{er} trimestre 1999

faits et documents

71

(40) Ainsi à côté de chez le journaliste Jean-Pierre Fabre, au quartier Kodjoviakopé.

(41) En fait, la Région des Plateaux apparaît coupée en deux : les zones de plantation de l'ouest (préfectures de Kloto, Amou, Wawa, Danyi...) ont voté massivement pour Olympio (ainsi que le petit Moyen-Mono, à la frontière du Bénin, toujours très oppositional : 9,6 % de voix pour Eyadéma – il avait voté pour lui à 0,7 % en 1993) ; et les plaines de l'est, aux gros villages peuplés de migrants du Nord, ont plus voté pour le président sortant (le Haho à 44,7 %, l'Ogou à 49 %).

(42) Rassemblement du peuple togolais, parti unique de 1969 à 1991, devenu l'essentiel de la « Mouvement présidentielle ».

le Tchamba). Il n'y avait d'ailleurs aucune raison pour qu'il en fût autrement, la répartition des forces politiques n'ayant en rien changé. On observe une baisse des voix pour Eyadéma dans toutes les préfectures de la Région des Savanes (sauf l'Oti), mais c'est au profit de l'abstention et non de ses adversaires. Les seules modifications significatives se situent dans la préfecture de la Kozah, le cœur du fief ethnique du chef de l'Etat (il avait obtenu 102 000 voix en 1993, et son parti 92 000 l'année suivante ; il en recueille 125 000, croissance que la seule démographie, en cinq ans, ne saurait expliquer) et dans celle du Golfe, commune de Lomé comprise (43), où les publications du ministère de l'Intérieur lui attribuent 95 000 voix, contre 55 000 en 1993 (44 000 pour le RPT en 1994).

Une surprise vient de la confrontation du pourcentage des suffrages exprimés et de celui des voix recueillies par le candidat présidentiel. La moyenne nationale de participation a été officiellement de 68,5 %, ce qui n'est pas un chiffre anormal dans un contexte de forte mobilisation (44), même en pleine saison des pluies. Les écarts sont sensibles entre les Régions : de 59,7 % dans les Savanes à 85,1 % dans la Kara. Ils le sont encore beaucoup plus entre les préfectures : de 55 % dans celle de Tandjouaré (45) et 58 % dans le Golfe (commune de Lomé comprise, où – c'est le moins que l'on puisse dire – les choses n'ont vraiment pas été faites pour faciliter l'accès au vote) à des records impressionnants, qui culminent à 82,1 % dans la Kéran, 83,0 % dans le Sotouboua, 91,6 % dans le Doufelgou, 94,9 % dans celle de la Kozah et – sommet de civisme – 96,8 % dans la Binah. Rappelons que la préfecture de Sotouboua, en Région Centrale (peuplée en grande majorité de migrants kabyè et losso), et,

dans la Région de la Kara, celles de la Kéran (de peuplement lamba, apparenté aux Kabyè), du Doufelgou (de peuplement losso), de la Binah et de la Kozah (toutes deux kabyè) forment le bloc qui, depuis les débuts du régime, lui assure sa principale base ethnique, en permanence favorisée par les multiples bénédictions du ciel. Est-ce vraiment une surprise de découvrir une remarquable coïncidence des maxima de participation avec un vote massif pour le président sortant ? Toutes ces préfectures lui ont donné plus de 90 % de leurs voix si abondantes : le Sotouboua 94,4 %, la Kozah et la Kéran 97,6 %, le Doufelgou 98,9 %, la Binah 99,6 %... Il y a là, visiblement, un héritage de la période totalitaire, où les votes à 100 % étaient la règle, sans trop de soucis de vraisemblance.

Ces électeurs inscrits, et qui votent si massivement et si unanimement, sont-ils eux-mêmes crédibles ? Les observateurs du Togo sont fort gênés par le fait que le dernier recensement général remonte à 1981. Un nouveau est prévu depuis longtemps, sans cesse reporté pour des raisons diverses, et d'abord de financement. En 1997, les choses étaient assez avancées pour que soit effectuée une pré-enquête, destinée à avoir une idée approximative de la masse de la population à recenser. Les résultats de ce dénombrement évaluent à 4 406 000 les habitants du Togo en 1998 (ce qui correspond au maintien d'une croissance annuelle de 3 %, hypothèse tout à fait vraisemblable). Faute de mieux, cette estimation officielle peut donc nous servir ici de fil conducteur.

La répartition de la population entre grandes tranches d'âge n'ayant vraisemblablement pas varié depuis 1981, le droit de vote à 18 ans signifie que le corps électoral reste de l'ordre de 45 % des habitants, soit 2 000 000 d'électeurs.

(43) L'expansion de l'agglomération bien au-delà des limites théoriques de l'espace municipal rend illusoire la notion de « Golfe rural » : il faut prendre en compte l'ensemble de la préfecture du Golfe, soit 500 000 inscrits (22 % du total national).

(44) Il avait été de 65 % aux élections législatives de mars 1994.

(45) Petite préfecture toute rurale issue du démembrement de celle de Dapaong. Toute celle-ci, on l'a dit, s'est caractérisée par un taux de participation bas, révélateur d'une faible politisation de cette région assez marginalisée par rapport au reste du Togo.

On en a officiellement déclaré 2 273 000, soit 14 % de trop (46). La répartition de ces électeurs sumuméraires se révèle très inégale : sur les trente préfectures, on observe un volume d'inscrits correspondant à 10 % près aux estimations préconisées dans dix d'entre elles, inférieur dans deux (Zio et Moyen-Mono), supérieur de 10 % à 25 % dans onze autres, ce qui reste à l'intérieur d'une marge de fluctuation que l'on peut considérer comme naturelle au vu des aléas de toute estimation. Ceci est déjà plus difficile à admettre pour les cinq préfectures dont l'excédent atteint + 35 % à + 45 %, trois du Nord (Bassar, Doufelgou, Sotouboua) qui toutes votent « comme il faut », et deux petites du Sud dont le peuplement, lié à l'économie de plantation, a toujours eu tendance à de fortes fluctuations (Danyi et Amou). Mais les deux dernières préfectures ont un volume d'inscrits trop évidemment supérieur pour ne pas relever d'une manipulation des listes électorales : 60 % d'électeurs en trop dans la Kozah, 85 % dans la Binah (soit respectivement 50 000 et 20 000). On vient de voir avec quel zèle ces voix largement fantomatiques se sont portées sur le candidat du pouvoir, alors que, rappelons-le, le candidat Eyadéma n'a dépassé que de 33 000 voix la majorité absolue. Le gonflement massif des listes électorales est donc démontré, indépendamment des irrégularités qui ont pu avoir lieu au moment du dépouillement.

C'est à Lomé que de telles fraudes post-électorales, vraisemblables ailleurs, ont été les plus caricaturalement visibles. C'est là que, dès la clôture du scrutin, le rejet massif du président sortant est apparu clairement, provoquant la panique des tenants du pouvoir. Ceux-ci n'ont pu cacher les résultats officiels des deux petits arrondissements dépouillés en premier. Ils se sont rattrapés sur les trois autres, que les résultats officiels présentent dans une colonne unique, créditée de 324 000 inscrits, au lieu de 18 600 pour le I^{er} et 35 800 pour le IV^e.

Là, le candidat officiel est censé faire jeu presque égal avec son adversaire : 43,9 % pour Olympio, 43,7 % pour Eyadéma (400 voix d'écart sur 182 000 exprimées). Certes, la concentration des ressortissants du Nord (mais ceux-ci sont loin d'être tous favorables au régime) dans les deux arrondissements situés au-delà de la lagune peut expliquer les 80 000 voix d'Eyadéma dans cette partie de la ville (soit le double des élections précédentes, ce qui est quand même assez peu vraisemblable). La non-crédibilité des résultats de Lomé se révèle aussi dans le total des votes « nuls », qui, pour l'ensemble du pays, représentent 1,8 % des votants (28 000 suffrages) ; dans la capitale, pour l'ensemble des cinq arrondissements de la commune, le chiffre des bulletins nuls est égal à... 0 ! A trop vouloir prouver, on prend quelques risques...

Si les trucages qui ont précédé et suivi le scrutin présidentiel incitent à penser que le général Eyadéma ne dispose pas de la majorité absolue que son camp revendique, une autre leçon politique est apparue, et qui, elle, est une véritable surprise : le triomphe de Gilchrist Olympio, qui a réduit tous les autres opposants au rôle de simples figurants, quel que soit leur bon enracinement politique. Les résultats des élections au Togo sont bien souvent inattendus quand celles-ci sont libres. On avait ainsi vu, lors des législatives de 1994, le parti d'Agboyibor s'imposer nettement parmi les autres partis démocrates, et notamment écraser au second tour celui de son rival Edem Kodjo (47). On devinait Olympio populaire, mais de là à confisquer 71 % des voix laissées à l'opposition par les chiffres officiels... Depuis le meurtre de son père, Gilchrist Olympio vit en exil hors du Togo, entre le Ghana, l'Angleterre et les Etats-Unis, s'occupant tantôt de commerce international, tantôt de monter des complots contre son vieil ennemi. Il avait fait un très bref saut à Lomé au moment de la

(46) Ce qui est tout de même un progrès par rapport aux élections de 1993, où l'excédent atteignait 20 % à 25 % des chiffres vraisemblables.

(47) Cf. du même auteur « Les élections au Togo », *op. cit.*, p. 50-51.

Conférence nationale de juillet 1991 : la population lui avait offert un accueil débordant d'enthousiasme, et son exposé de politique économique – objectivement remarquable – devant les 900 délégués de la Conférence lui avait valu un triomphe. Mais quand il revint en 1992, pour mener une campagne politique, un attentat (48) avait bien failli lui coûter la vie. Il n'a donc guère de contacts personnels avec le Togo, hormis par le truchement de quelques partis politiques qui se sont ralliés à lui bien plus qu'il ne les a suscités (49). On peut dire en schématisant qu'il n'a lui-même pas d'amis et pas d'ennemis, hormis ceux du nom qu'il porte. Cet inconnu célèbre est avant tout un symbole, celui de l'héritage de la période de l'Indépendance (dont la population a très largement oublié les aspects négatifs) (50) et aussi celui de l'opposition totale, irréconciliable, avec le général Eyadéma. Il est perçu comme l'antithèse vivante (ou plus exactement rêvée) du régime actuel. Les Togolais ont sans doute moins voté pour Olympio que contre Eyadéma : avec leur lucidité politique habituelle, ils ont choisi, parmi les candidats de l'opposition, celui qui représentait le plus nettement le rejet de la dictature, d'un bout à l'autre du pays. C'est là une leçon à retenir pour les échéances politiques à venir.

C'est donc ces anomalies des élections présidentielles togolaises, et toutes les atteintes à la réalité d'un Etat de droit, que, le 25 novembre 1998, après mûre réflexion, l'Union européenne a décidé de sanctionner, en application de l'article 366 bis de la convention de Lomé. Officiellement, il ne s'agit

pas d'une nouvelle « rupture », mais de suspendre les consultations en vue d'une reprise complète de l'aide interrompue en janvier 1992. Comme l'Allemagne et les Etats-Unis, la France a suivi la décision de Bruxelles, le ministre de la Coopération, Charles Josselin, déclarant lier désormais tout nouveau projet français au Togo à « la reprise du processus démocratique dans ce pays » (51). Il n'est pas question, cette fois-ci, de retirer les (rares) coopérants qui travaillent encore sur place. Simplement, on gèle tous les programmes nouveaux, en particulier les financements publics, que *Marchés tropicaux* estime à une cinquantaine de milliards de francs CFA (52).

Il est bien trop tôt pour faire un bilan de l'efficacité de cette nouvelle sanction. Aux dernières nouvelles, la situation économique du Togo est particulièrement mauvaise (il est vrai que, comme ses voisins, le pays a durement souffert, en mars-avril 1998, des restrictions considérables de son approvisionnement électrique dues à l'assèchement du barrage ghanéen d'Akosombo) (53). Tout se conjugue – problèmes internes et facteurs externes – pour que la situation des finances publiques soit désastreuse. Selon *Marchés tropicaux* : « La diminution importante de l'aide provoque des difficultés de trésorerie dans les caisses de l'Etat – incapable d'assurer l'ensemble de ses prérogatives sans aide extérieure – et contribue fortement au ralentissement de l'activité » (54). Les retards de salaire s'accumulent et s'allongent, même pour l'armée (qui, dit-on, n'a pas du tout apprécié : les gendarmes ont manifesté

(48) Selon toute vraisemblance fomenté par le capitaine « Ernest », le redouté fils du président.

(49) Lors de la campagne électorale de 1998, il n'a fait que quelques brèves apparitions dans le pays, et a voté lui-même par procuration (cf. *Le Monde* du 25 juin 1998).

(50) Les jeunes d'aujourd'hui ont bien de la peine à admettre que le père de l'Indépendance a aussi été le fossoyeur de la liberté.

(51) Mais le président Jacques Chirac a aussitôt déclaré, à l'issue du Sommet franco-africain de Paris du 28 novembre, que « la France soutiendra le Togo ». Cf. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2545, 4 décembre 1998.

(52) Numéro hors série « Le Togo », février 1999, 48 p. Le budget prévu pour 1999 est d'environ 144 milliards de francs CFA pour les recettes, 155 pour les dépenses, dont 95 % sont consacrés au fonctionnement, et d'abord aux salaires des fonctionnaires.

(53) *Marchés tropicaux* estime ainsi à un cinquième la perte d'exploitation des phosphates (à eux seuls 10 % du PIB). Globalement, la croissance devrait se révéler négative pour 1998.

(54) *Ibid.*, p. 6.

publiquement leur mécontentement en décembre). Les grèves de fonctionnaires se multiplient. Le secteur privé est exsangue. Les investisseurs ne sont pas du tout rassurés. On dit même que certaines des plus puissantes entreprises du pays, dans le commerce et la banque, tremblent sur leurs bases... Comme toujours, c'est la population qui subit.

Ces sanctions avant tout financières changeront-elles quelque chose à la situation politique du Togo ? Forceront-elles le régime à composer, c'est-à-dire le général Eyadéma à lâcher une partie du pouvoir ? Celui-ci ne manque pas encore complètement de ressources, ni d'amis (55). De nouvelles élections législatives viennent d'avoir lieu, le 21 mars 1999. Malgré les tentatives de médiation extérieures, et en particulier de la France, les partis de l'opposition ont tous refusé de présenter des candidats (56), et appelé les électeurs à boycotter les urnes. Le scrutin a eu lieu dans le calme le plus complet, dans la nonchalance d'un beau dimanche de saison chaude, où il fait si bon se presser à la plage. Les médias officiels proclament plus de 60 % de votants ; l'opposition parle de 10 % ; les milieux diplomatiques, après mise en commun de leurs observations, concluent à 25 % (57). Des élections sans enjeu (58), qui donnent au régime une Assemblée totalement dévouée, mais sans la moindre crédibilité : un coup d'épée dans l'eau.

Conclusion

Ainsi la réponse à la deuxième des questions que nous posons en introduction est incontestablement négative : les pressions extérieures sous forme de suspension de la coopération afin de faire plier le régime du président togolais n'ont pas réussi à influencer la réalité du pouvoir politique, alors qu'elles se sont révélées sérieusement dommageables pour le niveau de vie de la population. En fait, de bout en bout, seuls les facteurs internes ont commandé l'évolution de la crise togolaise, et les soubresauts de celle-ci ont largement occulté l'impact des décisions extérieures, que celles-ci fussent prises à temps ou à contretemps.

Quant à la question de la nature démocratique du régime Eyadéma, la réponse est non moins évidente : les réactions de la population togolaise dans sa majorité, que ce soit par les manifestations, les grèves, les boycotts ou tout ce que l'on peut deviner à partir des résultats des élections, ont bien montré qu'en majorité, elle rejette son dictateur. C'est tantôt par la force et la peur, tantôt par la manipulation des apparences de la démocratie que ce dernier s'impose à elle depuis maintenant un tiers de siècle (59). Ce fut bien tardivement que les puissances européennes ont ouvert les yeux et en ont tiré les conséquences, à juste titre mais sans guère d'effets dans le sens souhaité.

**Afrique
contemporaine**

N° 189
1^{er} trimestre 1999

faits et documents

75

(55) La Chine, elle, ne manifeste en général pas trop de répulsion devant les atteintes à la démocratie. Par ailleurs, le Togo vient d'adhérer à la Banque islamique de développement, qui lui prête 27 milliards de FCFA pour des investissements dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'eau potable. D'autres investissements « islamiques » expliquent le grand nombre des chantiers d'infrastructures en cours dans l'intérieur du pays, y compris le pullulement de petites mosquées nouvelles, toutes bâties sur le même plan.

(56) Seuls se sont présentés le RPT et ses satellites, avec une quarantaine de candidats « indépendants » (tous d'une égale obscurité).

(57) Dans les quartiers sud-ouest de Lomé, les observateurs n'ont pas vu plus de 1 % ou 2 % de votants – et encore souvent pour déposer une enveloppe vide.

(58) L'unique suspense concernait, dans le Klouto, l'affrontement entre le ministre de l'Éducation nationale et celui des Affaires étrangères, l'ancien Premier ministre Koffigoh. On aurait pu croire ce dernier de loin le mieux implanté ; il a été largement battu (37 % des voix, sur un tiers d'électeurs ayant voté). Par ailleurs, deux des candidats indépendants ont battu ceux du RPT, à Aného (avec 55 % des voix exprimées) et à Lomé-Est (69 %).

(59) Ou les deux simultanément : un récent rapport d'Amnesty International (*Togo : Etat de terreur*, Londres, 5 mai 1999, 45 p.) affirme que, au moment des élections de 1998, « des centaines de personnes, dont des militaires, ont été exécutées de manière extrajudiciaire », beaucoup de corps ayant été ensuite jetés en mer à partir d'avions ou d'hélicoptères. Le gouvernement togolais dément avec véhémence (cf. *Libération* du 5 mai 1999) et annonce qu'il va porter plainte contre l'organisation internationale. Il vient de faire arrêter un membre de l'antenne togolaise d'Amnesty, Antoine Nadjombé, et son épouse (cf. *La Croix* du 17 mai 1999).

Aux heures les plus sombres de la période totalitaire, l'enthousiasme obligatoire des foules aux grandes messes du culte de la personnalité, la généralisation des pratiques de délation, la course aux prébendes ont pu donner une piètre image des Togolais. En fait, dès que le sursaut de la révolte les a libérés de la peur, ils ont révélé une conscience et une maturité politiques qui en imposent à l'observateur. On sait que ce n'est pas là un phénomène nouveau : façonnés par toutes les ruptures d'une histoire coloniale singulière (60), les Togolais, dès qu'ils

ont pu s'exprimer – c'est-à-dire dès les élections de 1945 – ont toujours su manifester avec beaucoup de clarté leur choix, si surprenant que celui-ci ait pu paraître vu de l'extérieur. On peut être sûr que, malgré les périodes d'abattement que leur infligent des échecs successifs dus à un rapport de force trop défavorable, ils continueront. Un peuple si constant dans l'affirmation de sa volonté est incontestablement mûr pour la démocratie. Même s'il sait s'incliner devant la violence aussi longtemps qu'il ne peut faire autrement, il finira bien par gagner.

**Afrique
contemporaine**

N° 189

1^{er} trimestre 1999

faits et documents

76

(60) Voir N.L. Gayibor (éd.), *Les Togolais face à la colonisation*, Presses de l'Université du Bénin, Lomé, 1994, 291 p., et surtout *Le Togo sous domination coloniale*, PUB, Lomé, 1997, 241 p.